

autres organismes des Nations Unies dont ils sont membres afin d'assurer l'application intégrale et effective de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et des autres résolutions pertinentes des organes des Nations Unies;

14. *Prie instamment* les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies qui ne l'ont pas encore fait d'inscrire à l'ordre du jour des réunions ordinaires de leurs organes directeurs une question distincte relative aux progrès qu'ils ont réalisés dans l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et des autres résolutions pertinentes des organes des Nations Unies;

15. *Prie instamment aussi* les chefs de secrétariat des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies d'élaborer, avec la coopération active de l'Organisation de l'unité africaine, et de soumettre à leurs organes directeurs ou délibérants, à titre de question prioritaire, des propositions concrètes en vue d'appliquer pleinement les décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies;

16. *Appelle l'attention* du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux sur la présente résolution et sur les débats consacrés à cette question à la seconde session ordinaire de 1983 du Conseil;

17. *Prie* le Président du Conseil économique et social de poursuivre les consultations sur ces questions avec le Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi qu'avec le Président du Comité spécial contre l'*apartheid*, et de faire rapport au Conseil à ce sujet;

18. *Prie* le Secrétaire général de suivre l'application de la présente résolution et de faire rapport au Conseil à ce sujet à sa seconde session ordinaire de 1984;

19. *Décide* de maintenir ces questions à l'étude.

39^e séance plénière
25 juillet 1983

1983/43. Assistance au peuple palestinien

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 37/134 de l'Assemblée générale, du 17 décembre 1982,

Rappelant aussi sa propre résolution 1982/48, du 27 juillet 1982,

Notant avec une profonde préoccupation que le maintien en détention de civils palestiniens dans le camp d'Al Ansar par l'armée d'invasion israélienne a privé un grand nombre des personnes qu'ils avaient à charge de leur seule source de revenus, outre ses autres conséquences défavorables sur le plan économique et social,

Notant aussi la nécessité de fournir une assistance économique et sociale au peuple palestinien,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur l'assistance au peuple palestinien*;

2. *Exprime* sa gratitude aux gouvernements ainsi qu'aux organismes des Nations Unies qui ont apporté une aide humanitaire aux victimes palestiniennes de l'invasion israélienne du Liban;

3. *Prend note avec satisfaction* de l'assistance fournie au peuple palestinien par les organismes des Nations Unies;

4. *Déplore* le non-respect par Israël de la résolution 1982/48 du Conseil économique et social;

5. *Adresse un appel* aux autorités d'occupation israéliennes pour qu'elles facilitent les efforts de tous les organismes des Nations Unies ayant l'intention d'exécuter des projets d'assistance en faveur du peuple palestinien dans les territoires palestiniens occupés;

6. *Demande* aux programmes, organisations, institutions et organismes compétents des Nations Unies d'intensifier leurs efforts, en coopération avec l'Organisation de libération de la Palestine, pour fournir une aide économique et sociale au peuple palestinien;

7. *Demande aussi* que l'assistance des Nations Unies aux Palestiniens dans les pays d'accueil arabes soit fournie en coopération avec l'Organisation de libération de la Palestine et avec l'accord des gouvernements des pays arabes hôtes concernés;

8. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa trente-neuvième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, sur les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

39^e séance plénière
25 juillet 1983

1983/44. Assistance au Ghana

Le Conseil économique et social,

Profondément préoccupé par la situation économique désastreuse du Ghana, situation aggravée par le rapatriement soudain de plus d'un million de Ghanéens et par la grave pénurie de produits alimentaires résultant des conditions climatiques défavorables,

Considérant les problèmes urgents que posent la réinstallation et la réintégration, dans l'économie nationale affaiblie, du grand nombre de personnes revenues au pays,

Affirmant la nécessité d'entreprendre d'urgence une action internationale pour aider le Gouvernement et le peuple du Ghana dans leurs efforts en vue de relancer l'économie et de réinstaller les personnes revenues au pays,

Notant avec satisfaction l'aide humanitaire d'urgence apportée par les gouvernements, le système des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales au cours de la période difficile du retour en masse de nationaux au pays,

* E/1983/72 et Add 1